

le préfet du township de Teck dans un télégramme envoyé au premier ministre:

Votre décision tendant à permettre à la *Trans-Canada Pipe Lines* de construire un pipe-line passant aux États-Unis est préjudiciable au développement industriel présent et futur, du Nord de l'Ontario. Les approvisionnements en gaz sont insuffisants pour les industries existantes. Votre politique devrait être: «Le Canada d'abord». Votre décision signifie la perte de millions de dollars en emplois, approvisionnements et impôts pour le Canada et les municipalités canadiennes. Notre municipalité s'oppose violemment à votre décision; elle en demande le réexamen immédiat et l'annulation.

Ce télégramme est de Frank B. Rainford, président du conseil municipal de Teck lors d'une récente réunion à Timmins. Sur l'estrade se trouvaient les présidents des conseils municipaux et les maires de la plupart des collectivités du Nord-Est de l'Ontario. Je puis dire en toute honnêteté qu'à ma connaissance aucun d'eux n'appuie mon parti. Il y avait à cette réunion cinq députés du Nouveau parti démocratique. Tous, sans égard à leur affiliation politique, sont convenus que nous détruisions des virtualités exceptionnelles pour le développement de cette région.

Je ne me suis jamais vraiment arrêté à penser à la latitude où nous vivons, bien que je sache qu'il y fait froid. Quand nous étions à Timmins, il y avait deux pieds de neige dans certaines localités et mes collègues riaient parce que nous étions sur le 47^e parallèle et très près de la frontière des États-Unis. Je crois que, dans le Nord de l'Ontario, nous oublions parfois que nous sommes près des marchés importants. Nous savons que notre climat ne correspond pas à notre situation géographique, mais le climat n'est pas un facteur quand il s'agit d'expédier des marchandises et de développer notre potentiel économique. Nous ne sommes qu'à 400 milles du plus grand marché d'Ontario, la ville de Toronto et le «Golden Horseshoe». Le potentiel est là; nous avons des ressources et de nombreuses matières premières.

Si le gouvernement a été assez stupide pour se laisser intimider et acheter—et je crois qu'il l'a été de nombreuses façons—afin de conclure pareil accord, il regrettera de l'avoir fait. Nous ne pouvons renverser le gouvernement. Chacun de nous sait que si l'opposition tombait d'accord, le gouvernement pourrait être défait; mais le gouvernement peut compter sur suffisamment de votes pour obtenir une majorité sur n'importe quelle question. Nous ne pouvons le renverser; nous ne pouvons que le supplier. Mais comment? Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources assiste régulièrement aux séances de la Chambre depuis quelque temps. Il n'est pas ici aujourd'hui, mais on ne peut vraiment le lui reprocher. J'ai toujours déploré que notre

premier ministre ne soit à la Chambre qu'à la période des questions. Je me rappelle qu'à l'époque où les libéraux siégeaient dans l'opposition, ils se retiraient; mais pour l'amour du ciel, s'ils veulent être le gouvernement, ils devraient au moins accepter la responsabilité de gouverner et ne pas se contenter de pareils examens superficiels.

Dans la circonscription du premier ministre, les habitants d'Espanola savent certainement que s'il y avait un excédent de gaz dont pourrait bénéficier une usine de pâte à papier, ils n'auraient rien à envier aux autres régions quant aux possibilités de développement. J'ai parcouru cette région-là et je sais qu'elle pourrait installer des usines de contre-plaqué, de carton gypse pour murs et des industries secondaires dans le domaine minier. On pourrait exploiter ces industries dans la région si l'on avait de l'énergie à bon marché. A mon avis, l'installation de ce pipe-line pourrait lui en procurer.

Je n'aurais jamais pensé que notre autonomie puisse dépendre des États-Unis. Mais telle est la situation, monsieur le président. La *Federal Power Commission* des États-Unis n'est pas stupide? Nous avons nommé toute une valetaille politique à notre Commission nationale de l'énergie. Vous auriez dû voir la mine effarée du président de la Commission quand nous avons entrepris de l'interroger. C'était la première fois qu'on lui posait des questions. Je me demande comment il a pu traiter les problèmes qu'on lui a soumis.

La construction de l'usine de butane dans l'Ouest du Canada a réduit de 8 ou 10 p. 100 la qualité du gaz dans le Nord de l'Ontario. En d'autres termes, les habitants de Kirkland-Lake qui se chauffent au gaz ont vu leurs factures augmenter de \$4, \$5, ou \$6 par mois. Pourquoi l'Office a-t-il agi ainsi? Soyons justes envers la *Northern Gas*, car elle a fixé par contrat le nombre d'unités thermiques anglaises du gaz. En installant l'usine de butane dans l'Ouest du Canada, la *Trans-Canada* n'a fait que réduire ce chiffre à 100 unités, en s'assurant qu'il ne puisse pas augmenter. Cependant, elle a vendu d'un bout à l'autre du Nord de l'Ontario des appareils conçus pour 116 unités thermiques anglaises de gaz.

M. le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le temps de parole du député est expiré.

Des voix: Continuez.

M. Olson: Monsieur le président, les arguments avancés par le...

M. le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Timiskaming demande-t-il la prolongation de son temps de parole?